

Extraits de l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics

sur le projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale;
2. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire;
3. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;
4. de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange;
5. de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées.

*Par dépêche du **15 avril 2019**, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a demandé, " **pour le 31 mai 2019 au plus tard** ", l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi spécifié à l'intitulé.*

Selon l'exposé des motifs qui l'accompagne, le projet en question **vise à transposer dans le domaine de l'Éducation nationale, mutatis mutandis, les mesures prévues par le projet de loi n° 7418 portant réforme du stage dans la fonction publique conformément à l'avenant à l'accord salarial du 5 décembre 2016, avenant conclu le 15 juin 2018 entre la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP et le gouvernement.**

Les auteurs du texte sous avis profitent en outre de l'occasion pour **introduire plusieurs dispositions destinées à optimiser les modalités d'insertion professionnelle du personnel de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et à "soutenir leur parcours d'apprentissage tout au long de leur vie" professionnelle.**

Plus précisément, le projet de loi prévoit les mesures principales suivantes :

- la fixation de la durée normale du stage à deux années;
- l'introduction d'une "*période d'approfondissement*" d'une année, qui suit la période du stage et qui a pour objectif de consolider les compétences professionnelles des enseignants nouvellement nommés;
- l'adaptation du cycle de formation des fonctionnaires stagiaires de l'enseignement ainsi que du cycle de formation de début de carrière des employés enseignants, tout en alignant les deux régimes de formation;
- la révision du régime d'accompagnement et du dispositif d'évaluation des compétences professionnelles des fonctionnaires stagiaires et des employés en "*période d'initiation*" en distinguant dorénavant entre "*épreuves certificatives*" et "*épreuves formatives*", les premières ne faisant pas partie du cycle de formation de début de carrière des employés;
- la création d'un certificat de formation pédagogique pour les enseignants employés de l'enseignement secondaire qui suivent la formation afférente parallèlement au cycle de formation de début de carrière;
- l'introduction de dispositions transitoires spéciales pour régler la situation des agents admis au stage avant l'entrée en vigueur de la future loi.

Le projet sous avis, qui procède par ailleurs à certaines adaptations de nature purement technique ou formelle ainsi qu'au redressement d'erreurs dans la législation actuellement en vigueur dans le domaine de l'enseignement, appelle les observations suivantes de la part de la Chambre des fonctionnaires et employés publics.

REMARQUES PRÉLIMINAIRES ...

Tout comme elle l'avait déjà énoncé dans son avis n° A-3212 du 4 avril 2019 sur le projet de loi précité n° 7418, la Chambre tient d'abord à rappeler qu'elle se félicite de la diminution de la durée normale du stage de trois à deux années et, tout particulièrement, de la suppression des indemnités de stage réduites (correspondant à 80% du traitement initial pendant les deux premières années de stage et à 90% de ce traitement durant la troisième année).

Cela dit, la Chambre des fonctionnaires et employés publics rappelle également qu'elle aurait préféré que la refonte de la formation des stagiaires eût fait l'objet d'un projet de loi à part au lieu d'être intégrée dans les textes prévoyant la diminu-

chfep

tion de la durée du stage. En effet, le fait de devoir mettre en œuvre ces deux réformes en même temps sera un défi difficile pour tous les services et agents concernés, la réduction de la durée normale du stage étant susceptible d'entraîner des problèmes concernant notamment la gestion et le suivi du programme de formation des stagiaires.

La Chambre **approuve dès lors la création, par le projet sous avis, d'une "période d'approfondissement"** prolongeant la phase d'insertion professionnelle des enseignants et permettant ainsi une meilleure répartition du programme de leur formation initiale.

Dans ce contexte, la Chambre **tient par ailleurs à rappeler qu'elle s'oppose avec véhémence à toute dévalorisation de la formation pendant le stage, cela au détriment non seulement des agents concernés, mais également de la fonction publique en général.**

EXAMEN DU TEXTE ...

ad article 12 ...

....

Concernant l'article 12, point 6°, alinéas 5 et 6, **il y a lieu de clarifier si l'indemnité dont bénéficie le conseiller pédagogique lors de la période d'approfondissement est octroyée par fonctionnaire ou pour la totalité des fonctionnaires à accompagner. De plus, la Chambre s'interroge sur les modalités de calcul** de cette indemnité "qui est déterminée par règlement grand-ducal" (voir également le commentaire ci-après quant à la fiche financière).

chfep

ad articles 17 à 33 ...

Selon les anciennes dispositions, la formation pendant le stage des agents visés aux articles 5 et 7 de la loi précitée du 30 juillet 2015 portant création de l'IFEN était structurée en une formation générale de 108 heures, dont 24 heures de formation en législation et 84 heures de formation en apports théoriques. Pour les enseignants visés à l'article 6 de cette même loi, la formation générale comptait jusqu'à présent 264 heures, dont également 24 heures dédiées à la législation. Les 240 heures restantes étaient dédiées à la formation en apports théoriques, regroupée sur neuf modules différents, dont 75 heures consacrées à la didactique de la spécialité.

chfep

**Chambre des fonctionnaires
et employés publics**

CHFEP

EXAMEN DU TEXTE - SUITE

ad articles 17 à 33 - suite ...

chfep

chfep

chfep

La Chambre des fonctionnaires et employés publics **peut se déclarer d'accord que l'ancienne formation en législation passe de 24 heures à 30 heures pour la compléter par la "protection de l'enfance et de la jeunesse" ainsi que par le "traitement de données à caractère personnel, droits d'auteur et droit des médias"** (articles 19, 24 et 29 du projet de loi sous avis).

La formation spéciale, anciennement "formation en apports théoriques", est répartie d'une nouvelle façon. Elle est réduite de "84 heures" à "au moins 30 heures" pour l'enseignement fondamental et de 240 à "au moins 200 heures" pour l'enseignement secondaire et la formation des adultes dans le cadre de la période de stage, mais le stagiaire devra en sus suivre un programme de formation de 48 heures dans le cadre de la nouvelle période d'approfondissement. **Au surplus, il est procédé à une diminution du volume** de 36 à 24 heures au choix parmi différentes formations proposées pour les stagiaires visés par l'article 6 de la loi susvisée du 30 juillet 2015 (article 25 du projet de loi sous avis).

La Chambre peut se déclarer d'accord avec la réduction du volume de la formation spéciale pendant le stage, d'autant plus que 48 heures de formation (pour l'enseignement fondamental) ou 46 heures (pour l'enseignement secondaire et la formation des adultes) sont reculées dans la période d'approfondissement d'une année se situant immédiatement à la suite du stage proprement dit. Ainsi, la somme du nombre d'heures de la formation générale, de la formation spéciale et de la formation pendant la période d'approfondissement prévues par le projet de loi sous avis est identique au nombre d'heures de formation suivies par les instituteurs stagiaires durant le stage selon les dispositions actuelles.

....

Concernant la formation spéciale, la Chambre des fonctionnaires et employés publics **apprécie les efforts du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse consistant à rendre le parcours de formation des stagiaires plus individualisé.** Ainsi, il est prévu de considérer davantage "les savoirs et savoir-faire acquis en formation initiale pour construire les différents parcours de formation" ainsi que de prendre mieux en compte l'expérience professionnelle déjà acquise et attestée. Le stagiaire pourra dorénavant orienter sa formation sur des sujets qu'il n'a pas encore traités pendant sa formation initiale, sur des sujets relatifs à ses performances pratiques ou bien sur des sujets spécifiques à l'école luxembourgeoise en général ou à son établissement d'affectation en particulier. Dans cette même optique, la Chambre **approuve que les formations puissent être choisies ou bien dans une offre ciblée pour le stage ou bien dans l'offre de formations continues de l'IFEN.**

EXAMEN DU TEXTE - SUITE

ad articles 17 à 33 - suite ...

chfep

Les articles 20, point 1°, lettre c), 25, point 2°, et 30, point 3°, du projet de loi sous avis prévoient de modifier les articles 24, 28 et 31 de la loi susvisée du 30 juillet 2015 en y **introduisant de nouvelles dispositions concernant l'établissement de programmes individuels de formation** en fonction du projet de développement professionnel des stagiaires. Dans ce cadre, des formations organisées en interne par l'établissement d'affectation du stagiaire peuvent également faire partie du programme individuel de formation. Ce dernier doit être soumis pour validation au directeur de région ou au directeur d'établissement au cours du premier trimestre de l'année scolaire. **Cela constitue certes une initiative bienvenue, mais en pratique, la fixation de la date butoir pour la validation du programme individuel de formation au premier trimestre pose problème, étant donné qu'audit premier trimestre, les établissements scolaires n'ont souvent pas encore ficelé la totalité des formations internes qu'ils prévoient d'organiser au cours de l'année scolaire.**

ad articles 41 à 48 ...

chfep

De façon générale, la Chambre des fonctionnaires et employés publics **approuve que les "moments certificatifs" lors du stage des agents visés aux articles 5, 6 et 7** de la loi précitée du 30 juillet 2015 soient réduits. En effet, l'examen de législation restera le seul élément certificatif dans le cadre de la formation générale. Dorénavant, **un plus grand poids sera attribué à une évaluation formative qui fera avancer les stagiaires dans leur développement personnel et professionnel. Cette nouvelle philosophie de stage permet de réduire la pression de l'échec au stage qui a pesé jusqu'à présent chaque année sur les stagiaires.**

Ainsi, ces derniers pourront se focaliser davantage sur leur travail d'enseignant à l'école. Dans ce contexte, il y a par ailleurs lieu de **mettre en évidence le fait bienvenu que les résultats obtenus aux épreuves certificatives seront désormais considérés sur l'entièreté de la période de stage et non plus de manière isolée par année de stage** (article 41, point 2°, du projet de loi).

L'article 44 du projet sous avis remplace l'article 48 de la loi précitée du 30 juillet 2015 et détaille les modalités de l'épreuve pratique faisant partie de l'évaluation certificative de la formation spéciale. Cette épreuve pratique *"se compose d'une observation d'une leçon dans une classe pour laquelle le stagiaire est chargé d'une tâche d'enseignement"*. **Selon le texte, "sont également pris en compte les préparations de cours portant sur au moins quatre leçons consécutives, ainsi que l'entretien sur le développement professionnel entre le jury et le stagiaire".**

**Chambre des fonctionnaires
et employés publics**

CHFEP

EXAMEN DU TEXTE - SUITE

ad articles 41 à 48 - suite ...

chfep

Le texte ne précise pas que la leçon d'observation doit faire partie de la séquence des "quatre leçons consécutives". Afin de pouvoir apprécier au mieux les compétences de planification et de mise en œuvre d'une séquence d'enseignement du fonctionnaire stagiaire, la Chambre est d'avis que la leçon d'observation devrait absolument faire partie de la séquence des "*quatre leçons consécutives*", comme cela devrait d'ailleurs aussi être le cas pour les employés dans le contexte de leur "*certificat pédagogique*" (cf. article 77 du projet de loi, introduisant un nouvel article 89bis dans la loi prémentionnée du 30 juillet 2015).

....

ad article 53 ...

chfep

La Chambre des fonctionnaires et employés publics approuve que la durée normale du stage soit fixée à deux années, avec le maintien de la possibilité d'une réduction de stage d'une année au maximum.

L'article 53 du projet de loi sous avis prévoit que cette réduction de stage est accordée aux candidats enseignants de l'enseignement fondamental pouvant se prévaloir dans le cadre de leur formation initiale en sciences de l'éducation "*d'un ou de plusieurs stages d'une durée cumulée de 16 semaines ou plus*". La Chambre approuve que la durée cumulée des stages ait été réduite de vingt à seize semaines et que la condition d'une formation initiale de quatre années ait été supprimée. Par ailleurs, elle peut se déclarer d'accord que les candidats ayant réussi le certificat de formation pédagogique visé à l'article 20bis de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, nommés communément "*Quereinsteiger*", peuvent également bénéficier d'une réduction de stage d'une année.

....

ad article 67 ...

chfep

L'article 67 vise à déterminer la période de formation de début de carrière pour les employés enseignants.

Dans un souci de clarté, le texte sous avis se propose, à l'instar de ce qui est prévu par le projet de loi n° 7418, de désigner à l'avenir cette période de formation par la notion de "*période d'initiation*" et non plus par celle de "*période de stage*".

Selon le commentaire des articles, "*la notion de 'période de stage' ne sera plus utilisée, afin d'éviter toute confusion avec le régime du stage des fonctionnaires*", ladite notion prêtant "à confusion dans la mesure où elle ne (vise) pas la période de formation et d'appréciation de l'em-

EXAMEN DU TEXTE - SUITE

chfep

ad article 67 - suite ...

ployé". Il est donc proposé de remplacer la notion en question afin de la rendre *"plus transparente (...) dans le contexte contractuel de l'employé de l'État"*.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics **a du mal à suivre cette argumentation des auteurs du texte. En effet, elle estime que la notion "période de stage" ne prête pas du tout à la confusion alléguée et elle demande par conséquent de maintenir ladite notion pour les employés et d'adapter le projet de loi dans ce sens.**

chfep

ad article 83 ...

En ce qui concerne le **relèvement du nombre des heures de formation** (de 216 à 246) à suivre par les chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, en vue de l'obtention du certificat de formation pédagogique, **la Chambre des fonctionnaires et employés publics peut y marquer son accord puisque les modules et l'examen de législation feront dorénavant partie dudit certificat de formation. Cette disposition permet aux candidats pouvant se prévaloir du certificat en question d'être dispensés "de la formation et de l'examen dans le cadre du stage des fonctionnaires"..**

chfep

ad article 84 ...

Pour ce qui est de l'article 84, la Chambre **approuve que les chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, "qui suivent la formation en cours d'emploi du Bachelor en sciences de l'éducation offert par l'Université du Luxembourg" puissent dorénavant bénéficier d'une décharge, ceci à l'instar des chargés de cours ("Quereinsteiger")** prévus à l'article 16, paragraphe 2, lettre c, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

chfep

ad articles 88 à 99...

Concernant les dispositions transitoires prévues pour les fonctionnaires et employés en période de stage ou suivant le cycle de formation de début de carrière *"sous la législation actuelle"*, **la Chambre des fonctionnaires et employés publics espère que tous les cas de figure existants sont visés par le projet sous avis et que tous les intéressés pourront bénéficier des nouvelles dispositions introduites par le projet si elles sont à leur avantage.**

**Chambre des fonctionnaires
et employés publics**

CHFEP

EXAMEN DU TEXTE - SUITE

ad aides financières...

La section 5 à la page 6 de la fiche financière porte sur l'indemnité accordée aux conseillers pédagogiques lors de la période d'approfondissement.

Comme déjà évoqué ci-avant dans le cadre de l'examen de l'article 12, **la Chambre s'interroge sur les modalités de calcul de cette indemnité qui s'élève, pour la durée de ladite période, à 1.500 euros pour chaque accompagnateur.**

La fiche financière ne précise pas si l'indemnité est due à l'accompagnateur de façon séparée pour chaque agent qu'il encadre ou si ce montant lui est octroyé pour l'encadrement de plusieurs agents.

Par ailleurs, il n'est pas spécifié si l'indemnité en question est ajustée en fonction de l'inflation (en se référant à la cote d'application de l'échelle mobile des salaires par exemple).

Ce n'est que sous la réserve des observations qui précèdent que la Chambre des fonctionnaires et employés publics marque son accord avec le projet de loi lui soumis pour avis.

Avis émis conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 2, du règlement d'ordre interne de la Chambre des fonctionnaires et employés publics.

Luxembourg, le 28 mai 2019.

Le Directeur, G. MULLER

Le Vice-Président, R. WOLFF



Le lecteur intéressé qui désire obtenir davantage de précisions pourra entrevoir l'ensemble des documents relatifs au projet de loi à l'adresse suivante :

<https://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/TravailALaChambre/Recherche/RoleDesAffaires?action=doDocpaDetails&id=7440>

CHFEP : les missions ...

élus SNE

Les 5 missions de la CHFEP

Le législateur a confié cinq missions à la CHFEP.

1. créer et subventionner le cas échéant tous établissements, institutions, œuvres ou services voués essentiellement à l'amélioration de la condition sociale des fonctionnaires et employés publics.
2. faire des propositions au gouvernement que ce dernier doit examiner et soumettre à la Chambre des députés lorsque leur objet rentre dans la compétence de celle-ci (droit d'initiative en matière législative et réglementaire).
3. émettre son avis sur tous les projets de lois et de règlements qui concernent principalement les fonctionnaires et employés publics.
4. sauvegarder et défendre les intérêts matériels et moraux des fonctionnaires et employés publics et veiller à l'observation de la législation et des règlements qui leur sont applicables.
5. prendre des mesures en vue de promouvoir la formation et le perfectionnement professionnels des fonctionnaires et employés publics.

CHFEP

membres effectifs élus :



Patrick
REMAKEL



Gilles
GLESENER

membres suppléants élus :



Jos
VESQUE



Yola
HILD

mandats

100%

catégorie D

Avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics

sur le projet de règlement grand-ducal portant fixation

1. des conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans les centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée;
2. des modalités de calcul et d'allocation de l'indemnité de remplacement applicables au personnel effectuant des remplacements.

*Par dépêche du **13 mai 2019**, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a demandé, "pour le **3 juin 2019** au plus tard", l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de règlement grand-ducal spécifié à l'intitulé.*

Ledit projet a pour objet **de remplacer le "règlement grand-ducal du 8 février 2017 portant fixation :**

- 1. des conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans les centres, instituts et services de l'éducation différenciée;**
- 2. des modalités de calcul et d'allocation de l'indemnité de remplacement applicables au personnel du Service de l'éducation différenciée effectuant des remplacements",**

le but étant de tenir compte des nouvelles dispositions législatives introduites par la loi du 20 juillet 2018 portant création de centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire, loi ayant remplacé les instituts et services de l'éducation différenciée (et du Centre de logopédie, qui n'est curieusement pas mentionné à l'exposé des motifs joint au projet sous avis) par ces centres de compétences.

De plus, les modalités de calcul et d'allocation des indemnités pour les remplaçants dans lesdits centres sont alignées sur les dispositions applicables aux remplaçants de l'enseignement fondamental, à l'exception des dispositions concernant les remplaçants détenteurs d'un master.

Le texte soumis pour avis à la Chambre des fonctionnaires et employés publics appelle les observations suivantes >>>

AD PRÉAMBULE ...

chfep

À ce sujet, la Chambre des fonctionnaires et employés publics tient d'ailleurs à signaler qu'il découle de deux jugements du tribunal administratif, rendus le 12 octobre 2016 et le 24 janvier 2017, que le simple procédé *"de pure forme et stérile"* de solliciter l'avis d'une chambre professionnelle sans l'attendre, ou au moins laisser à celle-ci **un délai suffisamment long pour se prononcer, constitue en fait une violation de la loi, alors que la chambre n'est pas effectivement et raisonnablement "en mesure de finaliser son avis"** et de remplir ainsi une mission lui imposée légalement.

Malgré l'annulation – entre autres pour ce motif – par lesdits jugements de deux règlements grand-ducaux en matière d'enseignement émanant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, **la Chambre des fonctionnaires et employés publics doit constater que ce dernier se garde de suivre l'avertissement émis par le tribunal.** En effet, le délai "généreusement" accordé à la Chambre pour se prononcer sur le projet sous avis est de dix jours ouvrables (le dossier étant entré au secrétariat de la Chambre le 16 mai).

Dans ce contexte, la Chambre tient par ailleurs à rappeler que les avis qu'elle émet sont en principe adoptés en séance plénière, le délai de convocation d'une telle étant fixé par son règlement d'ordre interne à "cinq jours francs au moins".

EXAMEN DU TEXTE ...

ad articles 1^{er} et 2 ...

chfep

Les articles 1er et 2 **déterminent les conditions à remplir par les personnes amenées à remplacer un titulaire de classe**, un intervenant spécialisé, un agent remplissant des missions de diagnostic, de conseil, de guidance ou de rééducation spécialisée, ou encore un 2e intervenant dans les centres de compétences.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics **fait remarquer que les différents termes utilisés pour désigner les agents précités pouvant être remplacés ne sont pas définis par le texte sous avis.** Ils ne le sont d'ailleurs pas non plus par la loi du 20 juillet 2018 portant création de centres de compétences en psychopédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire.

Le 2e intervenant doit surtout faire l'objet d'une définition précise. En effet, au Centre de logopédie par exemple, un professeur et un instituteur, ou un éducateur, sont cotitulaires dans les classes de l'enseignement fondamental et secondaire. De plus, des professeurs et des orthophonistes collaborent dans les secteurs régionaux dudit Centre. Dans ces cas, il n'est pas clair qui est le 2e intervenant.

En outre, la Chambre **propose de se référer aux différentes unités que chaque centre de compétences doit comprendre en application de l'article 6 de la loi précitée du 20 juillet 2018, cela pour définir plus clairement les profils des personnes amenées à effectuer des remplacements.**

EXAMEN DU TEXTE ... suite

ad articles 1^{er} et 2 - suite ...

chfep

L'article 2, paragraphe (2), **permet de remplacer** un titulaire de classe, un intervenant spécialisé ou un agent remplissant des missions de diagnostic, de conseil, de guidance ou de rééducation spécialisée **par un détenteur de l'attestation habilitant à faire des remplacements d'un 2e intervenant s'il n'y a pas de candidature correspondant au niveau d'études requis.**

Bien que **la Chambre** comprenne l'argumentation des auteurs du texte, énoncée au commentaire des articles et selon laquelle "il s'agit là d'une ouverture indispensable pour ne pas entraver le bon fonctionnement des Centres ou la sécurité des élèves pris en charge, suite à un manque de personnel encadrant éventuel", elle **insiste sur le fait que l'engagement de personnel n'ayant pas la qualification requise pour faire les remplacements qui s'imposent devra rester l'exception, et ceci afin d'assurer un niveau de qualité élevé de la prise en charge des enfants à besoins spécifiques.**

Dans ce contexte, **la Chambre est par ailleurs d'avis que les personnes appartenant au pool des remplaçants de l'enseignement fondamental devraient toujours être admises à remplacer des agents exerçant la même fonction dans les centres de compétences** (comme cela est le cas à l'heure actuelle), les instituteurs de l'enseignement fondamental devant ainsi pouvoir remplacer des instituteurs dans les centres de compétences (il devrait en être de même pour les éducateurs gradués et diplômés).

Considérant toutefois que, dans l'enseignement fondamental, les problèmes de pénurie des instituteurs et de leur remplacement temporaire persistent à l'heure actuelle et qu'aucune solution satisfaisante n'a encore pu être trouvée pour y remédier, **la Chambre estime que les responsables du Ministère de l'Éducation nationale devront poursuivre leurs efforts de recrutement pour trouver des remplaçants en nombre suffisant et ainsi augmenter les capacités de remplacement de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental.**

chfep

ad article 4 ...

chfep

L'article 4 **définit la durée et les modalités du stage que le candidat remplissant les conditions pour remplacer le titulaire de classe, l'intervenant spécialisé ou l'agent remplissant des missions de diagnostic, de conseil, de guidance ou de rééducation spécialisée doit accomplir en vue de l'obtention de son attestation habilitant à faire des remplacements.**

La Chambre des fonctionnaires et employés publics **estime que la durée du stage, fixée à deux semaines, est largement insuffisante pour acquérir les compétences nécessaires pour faire des remplacements dans des structures qui accueillent des enfants à besoins spécifiques.**

**Chambre des fonctionnaires
et employés publics**

CHFEP

EXAMEN DU TEXTE ... suite

ad articles 1^{er} et 2 - suite ...

chfep

chfep

Ces derniers ont en effet besoin d'une prise en charge hautement spécialisée, nécessitant la mise en place d'un plan éducatif individualisé qui définit les interventions spécialisées à mettre en oeuvre, d'autant plus si l'on considère la diversité et la complexité des besoins spécifiques ou particuliers qui peuvent relever des domaines auditif ou visuel (sensoriel), moteur, langagier, cognitif, social, émotionnel ou affectif.

Compte tenu des constats qui précèdent, la Chambre **a du mal à comprendre que la durée du stage à accomplir pour obtenir l'attestation à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental soit fixée à quatre semaines, alors que le stage en vue de l'attestation à faire des remplacements dans les centres de compétences, où l'on encadre des enfants à besoins spécifiques, n'est que de deux semaines.**

En effet, les enfants pris en charge dans les centres de compétences requièrent un soutien particulier et la mise en place de mesures d'aide personnalisées. **Partant, la Chambre propose d'y fixer la durée du stage à quatre semaines au moins.**

De même, la Chambre des fonctionnaires et employés publics **est d'avis que l'organisation et l'animation, en autonomie, de deux activités ne suffisent pas pour préparer les candidats aux exigences de leur tâche de remplaçant.**

En effet, ces derniers devront accomplir de manière autonome des missions complexes pendant des périodes de remplacement pouvant s'étendre sur plusieurs mois, voire une année.

La Chambre propose en conséquence de porter le nombre de ces activités à au moins quatre.

ad article 5

chfep

En ce qui concerne les candidats qui accomplissent le stage en vue d'obtenir l'attestation pour remplacer un 2^e intervenant, la Chambre des fonctionnaires et employés publics **renvoie aux remarques formulées ci-avant quant à l'article 4 pour ce qui est de la durée du stage.**

L'article 5 prévoit que **le candidat doit rédiger pendant son stage un rapport de stage.**

La Chambre est d'avis qu'il faudrait détailler le contenu et l'envergure de ce rapport.

CHFEP

**Chambre des fonctionnaires
et employés publics**

ad articles 6 et 7

Les articles 6 et 7 confèrent au ministre de l'Éducation nationale entre autres le **pouvoir de prise de décision pour délivrer ou non les attestations habilitant à faire des remplacements dans les centres de compétences en cas d'appréciation divergente du portfolio ou rapport de stage par les deux directeurs ayant procédé à l'évaluation du candidat.**

Bien qu'il soit vrai que l'avis motivé du collège des directeurs pourra guider les décisions du ministre, **la Chambre estime toutefois qu'il serait opportun de prolonger d'une semaine la durée du stage des candidats "en suspens" afin de réévaluer leurs compétences avant de prendre une décision définitive.**

Sous la réserve des observations qui précèdent, la Chambre des fonctionnaires et employés publics marque son accord avec le projet de règlement grand-ducal lui soumis pour avis.

Avis émis conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 2, du règlement d'ordre interne de la Chambre des fonctionnaires et employés publics.

Luxembourg, le 28 mai 2019.

Le Directeur, G. MULLER

Le Vice-Président, R. WOLFF



Le lecteur intéressé qui désire obtenir davantage de précisions pourra télécharger le texte intégral du projet de règlement grand-ducal à l'adresse suivante :

<https://www.sne.lu/documents/p3241remplacement.pdf>

**Chambre des fonctionnaires
et employés publics**

CHFEP